

Tartagueule

à la récré



N° 169 Mai 2026 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain

ENCORE UNE ANNÉE DE M.... !

L'année scolaire qui est en train de se terminer a encore été une triste année sur le plan politique et social. De sombres nuages s'accumulent au niveau international comme national et, dans notre propre secteur professionnel de l'Éducation, rien n'est fait pour s'arranger...

Les dernières élections municipales n'ont fait que confirmer une vague de fond, la montée et l'enracinement dans de nombreux territoires de la peste brune porteuse de relents nationalistes et de replis identitaires. Une peste brune qui s'enracine dans les urnes mais aussi dans la rue avec ses différents groupuscules haineux et violents tout comme dans les médias, de plus en plus concentrés entre les mains de milliardaires réactionnaires voire ouvertement fascistes, qui banalisent chaque jour un peu plus les discours racistes et d'exclusion. Tout cela dans un contexte mondial de poussée réactionnaire et nationaliste et d'un monde en guerre. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine, les États-Unis ont aussi franchi un nouveau cap dans leur escalade impérialiste en attisant aux côtés d'Israël l'embrasement du Moyen-Orient par leur offensive contre l'Iran. Dans ce contexte nous ne pouvons que dénoncer la militarisation de nos sociétés et, en particulier en tant que travailleuses et travailleurs de l'Éducation, celle de l'École à travers les classes de défense, ainsi que le service national universel transformé en service militaire volontaire. Il est par ailleurs inacceptable que les budgets de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche soient sacrifiés au profit du ministère des armées.

Un contexte économique et social déprimant

Tout cela a bien sûr des conséquences au plan économique et social. Au-delà de maintenir un climat de peur et d'inquiétude contribuant à détourner les colères sociales et éteindre la légitime lutte des classes, ce climat va-t-en guerre permet de justifier des mesures d'austérité budgétaire avec des coupes dans les services publics et sociaux comme dans la culture, tout en laissant les mesures libérales de démolition sociale poursuivre leur œuvre de creusement des inégalités. L'escalade de

la guerre au Moyen-Orient a aussi inévitablement des conséquences économiques pour les travailleur·euses avec un nouveau pique d'inflation qui nécessiterait une hausse générale des salaires, une revalorisation du SMIC et surtout un blocage et un encadrement des prix de 1ère nécessité, des carburants et de l'énergie. Une convergence des luttes serait des plus nécessaires pour inverser le rapport de force et retrouver le chemin des conquêtes et progrès sociaux mais il y a malheureusement fort à parier que l'année électorale liée aux présidentielles qui s'annonce étouffe et nivelle la question sociale au profit des manœuvres et enjeux politiques.

Un service public d'éducation en continuelle dégradation

Si la fin des groupes de niveaux et l'adoption des programmes EVARS ont apporté un peu de positif et de progrès, la situation globale dans l'Éducation nationale continue de se dégrader. 4 000 postes d'enseignant·es sont voués à disparaître à la rentrée prochaine, les AESH ne voient toujours pas se profiler un véritable statut qui les sortirait de la précarité, la vie scolaire continue à être démantelée et les demandes de missions à exercer se multiplient pour les enseignant·es sans bien évidemment aucune compensation financière sérieuse dans un contexte où nos salaires continuent à être gelés alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Quant aux fameux programmes EVARS, qui constituent pourtant une avancée, ceux-ci ne sont accompagnés d'aucun moyen pour leur mise en oeuvre et la formation proposée aux personnels est largement revue au rabais. Autant de choses qui dégradent encore un peu plus les conditions de travail des personnels et la qualité du service public d'éducation proposé.

Parce que nous ne nous satisfaisons pas de l'école ou même de la société actuelle, il y a plus de raisons que jamais de se syndiquer, s'unir et lutter pour des améliorations concrètes de nos conditions de travail et de vie, mais aussi pour envisager et construire un autre futur, plus égalitaire et libertaire.

AUGMENTATION DES FRAIS DE SCOLARITÉ À L'UNIVERSITÉ

Avec l'autonomie (financière) des universités de la loi ALRU, le système d'enseignement supérieur s'est retrouvé progressivement en faillite (80-90% des universités mais aussi des écoles d'ingénieur·es publiques). Constatant ce fait pourtant organisé par lui-même, le gouvernement a pour but, et cela depuis des dizaines d'années, d'augmenter les frais d'inscription. D'où la création du mal nommé plan gouvernemental « Bienvenue en France », qui place les étudiant·es extra-européen·nes en premières victimes de cette augmentation (2000-4000€). Les universités, sous la pression des étudiant·es et de leur personnel, n'ont jusqu'ici pas ou peu appliqué la loi. Mais le gouvernement vient de publier un décret pour les y obliger à la prochaine rentrée.

Certaines écoles, comme les Centrales et les IEP (Science Po), ont déjà fortement augmenté leurs frais d'inscription

depuis des années jusqu'à 4000€, certes suivant des critères sociaux. D'autres, dont l'INSA de Lyon, ont commencé à discuter de ces augmentations dans leur conseil d'administration. Le Sénat a lancé une commission d'enquête sur la capacité des universités françaises à garantir l'excellence académique du service public de l'enseignement supérieur, dont le but est bien évidemment de renforcer la sélection mais aussi justifier une augmentation des frais d'inscription sous couvert d'un sous financement de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En attendant l'avènement d'une recherche et d'une université autonome et autogérée auxquelles elle travaille, La CNT éducation 69 réitère la nécessité de supprimer le financement privé du supérieur (via le Crédit Impôt Recherche) et d'allouer des moyens publics d'envergure à ce secteur exsangue.

LES RYTHMES SCOLAIRES : UNE OBSESSION GOUVERNEMENTALE CONTRE L'ÉCOLE PUBLIQUE

La réduction du temps scolaire est une attaque frontale contre les populations les plus pauvres qui ne peuvent accéder à des activités payantes en dehors de l'école. Il est crucial de maintenir le temps scolaire pour tous les enfants à l'école publique, avec une journée de pause dans la semaine, tout en réduisant les temps de travail des enseignantes et des enseignants. Pour cela, revendiquons le recrutement de personnels d'enseignement, d'animation et d'éducation qui auraient la possibilité d'approfondir leurs formations dans des disciplines aussi importantes que les activités physiques et artistiques, la littérature, l'écriture, le théâtre, les sciences, le bricolage, l'écologie, la vie affective et relationnelle, la philosophie, les jeux coopératifs, etc.

Imaginons un temps scolaire qui ne soit plus seulement centré sur le « lire/écrire/compter/calculer » mais où ces différents personnels pourraient travailler en co-intervention pour créer des espaces, des temps et des ressources suffisamment variées pour que chaque élève puisse apprendre à son rythme,

sereinement, en faisant le lien et en donnant du sens à tous ces savoirs. Ne serait-ce pas cela, les fondamentaux ?

Repensons les rythmes de travail, des enfants comme des adultes qui les accompagnent. Sortons d'une logique comptable de nombre d'heures de « face-à-face » pédagogique, pour entrer dans une réflexion sur la qualité, les contenus, les espaces et les objectifs du travail. Et dans ce domaine, il est grand temps de réactiver l'imagination et les utopies. Quel meilleur moyen d'imaginer l'avenir autrement que sous le joug de l'exploitation, de la guerre et de la haine de l'autre ou du fanatisme ? Faisons confiance à celles et ceux qui accompagnent les enfants au quotidien pour organiser, avec des moyens à la hauteur des enjeux, les conditions de travail les plus adaptées pour toutes et tous !

Lire l'intégralité du communiqué de la CNT-FTE sur son site : <https://fte.cnt-f.org/>

LYCÉE PRO : CONTRE LA CORRECTION DÉMATÉRIALISÉE DU BAC

Le bac pro 2026, en Lettres-Histoire-Géographie, sera corrigé seul, devant un ordinateur. Les copies seront toutes numérisées par les secrétariats d'examen et les profs seront convoqués pour corriger chez elleux. Les modalités seront les mêmes que pour les bacs généraux et technologiques. Cette réforme n'est pas uniquement un changement de support, du papier vers le numérique. Pour le lycée pro, c'est un bouleversement de notre pratique professionnelle. Ces nouvelles modalités de correction du bac pro sont une attaque supplémentaire pour détruire notre collectif professionnel déjà mis à mal par la réduction des formations et le développement massif des formations en distanciel. De plus, les conditions de correction vont

fortement varier d'un endroit à l'autre et auront forcément un impact sur l'évaluation. Cette transformation des conditions de correction du bac pro est un élément de plus dans la détérioration de nos conditions de travail et un symbole supplémentaire du mépris de l'institution envers les personnels.

Pour en savoir plus, lire le tract fédéral de la CNT-FTE sur : <https://fte.cnt-f.org/>



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·es après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·es et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

